

L'Autorité palestinienne au regard du droit international: Le statut juridique de l'Autorité palestinienne PDF - Télécharger, Lire



TÉLÉCHARGER

LIRE

ENGLISH VERSION

DOWNLOAD

READ

Description

L'Autorité palestinienne constitue une entité non étatique instituée par les accords d'Oslo. Ses institutions sont fortement bridées en vertu de ces mêmes accords mettant en place « un dispositif réticulaire de contrôle » (1) au profit d'Israël lui permettant de reproduire le schéma d'occupation par voie conventionnelle. Par conséquent, l'Autorité palestinienne ne peut prétendre ni à la souveraineté ni à l'effectivité sachant que « le principal héritage du processus d'Oslo a été une perte d'unité de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza avec la création des zones A, B et C » (2). Ce qui oblige l'Autorité palestinienne à exercer ses pouvoirs dans le cadre d'une autonomie en dégradé. Ce cadre juridique, répondant aux exigences d'un rapport de force déséquilibré, n'a pas conféré à l'Autorité palestinienne une assise territoriale nécessaire pour l'instauration d'un Etat. 1- Fouet (S.), « L'étouffement des Palestiniens confinés dans les cantons : L'autoroute de l'apartheid, le mur et les postes militaires », Confluences Méditerranée, n° 43, 2002 , p. 23. 2- Ibid.

Les institutions de l'Autorité palestinienne Un ordre juridique en gestation. par Jocelyn Grange du même auteur. docteur en droit international. .. L'Autorité palestinienne a créé un certain nombre d'institutions qui ont un statut comparable à.

tier palestinien occupé de Silwan/Wadi Hilwah a été expropriée récemment et . biblique.

L'Autorité des Parcs d'Israël a sous-traité la ges- . structure juridique et matérielle, tout en contrôlant . au regard du droit international. Selon El Ad.

30 janv. 2004 . b) L'obligation, pour Israël, de se conformer au droit international ... modifier unilatéralement le statut juridique du Territoire palestinien .. d'Israël au regard du mur que construit Israël dans le Territoire palestinien occupé. .. principalement par l'autorité israélienne de planification de la Cisjordanie.

2009, l'Autorité palestinienne a reconnu la compétence de la Cour pénale internationale dans . La question de la portée juridique d'une telle reconnaissance se pose eu égard aux termes de l'article 12 du Statut de de la Cour pénale internationale (C.P.I.)4 : 1 V. en .. Palestine. Il lui suffira de se demander si, au regard de.

4 avr. 2012 . M. John Dugard, professeur en droit international de l'Université de Leiden, . des Accords d'Oslo en 1993, la nouvelle Autorité palestinienne est devenue une . revendiquer le statut de prisonnier de guerre au regard du droit en vigueur. . Le statut juridique des territoires palestiniens a déjà fait l'objet de.

Proposition de résolution relative à la reconnaissance de l'État palestinien en septembre 2011 . intérimaire entre l'Union européenne et l'Autorité palestinienne; . de rehausser le statut de la représentation diplomatique Palestinienne et de . y compris à Jérusalem est, qui est illégale au regard du droit international;

29 juil. 2014 . . des deux territoires palestiniens une seule et même entité juridique. . En effet, en droit international, Israël n'est pas admis comme s'étant tout à . c est tout le contraire! elle veut le statut quo et continuer ka colonisation et le grand Israel ... La Palestine moderne est une création de l'Autorité Britannique,.

30 juil. 2014 . Le conflit israélo-palestinien est complexe, et les nombreux mots qui le . et Bethléem, en les maintenant sous le statut juridique de "corpus separatum". . Le terme de "territoires occupés" est issu du droit international, de la résolution .. grandes de ce statut, a permis une avancée importante pour l'Autorité.

18 avr. 2002 . Amnesty International prie l'Autorité palestinienne d'arrêter les individus ayant ... crimes de guerre en fonction de la caractérisation juridique des hostilités et de l'interprétation du statut des groupes armés et des combattants palestiniens au regard du droit international humanitaire (voir chapitre 4).

15 juil. 2011 . L'Autorité palestinienne au regard du droit international. Le statut juridique de l'Autorité palestinienne. Editions universitaires europeennes.

4 Les rÉfuGIÉS et La dIasPora PaLestInIenne 4.1 Le statut de réfugié Les réfugiés . ou porteurs de passeports palestiniens délivrés par l'Autorité palestinienne. . de l'ONU afin de fournir une assistance internationale aux réfugiés palestiniens. . Le Statut juridique des

réfugiés palestiniens au regard du droit général des.

Ce territoire ne constitue pas un Etat au sens du droit international son statut . juridique plénière dans l'ordre international la reconnaissance d'Etat à un caractère . Au regard de ces interrogations et pour tenter d'apporter un éclairage à .. Les Israéliens soulignent en outre que l'autorité Palestinienne ne répond pas à un.

1 avr. 2002 . colonies dans les territoires palestiniens occupés ou d'agrandir celles qui existaient déjà, ... Et s'il était difficile de qualifier leur statut juridique, il est facile de qualifier . fait sous l'autorité de l'armée ennemie »¹⁹. . Au regard des principes du droit international contemporain, l'utilisation de la force pour.

29 nov. 2012 . Sur le plan juridique, en revanche, le statut d'Etat observateur ouvre la possibilité . Riyad Mansour a indiqué que l'Autorité palestinienne « ne se . colonisation – illégale au regard du droit international – pourra faire l'objet.

28 nov. 2014 . D'après l'Autorité Palestinienne, un peu plus de 130 pays ont déjà reconnu la . Les Palestiniens, qui ont déjà réussi à obtenir le statut d'Etat . ainsi qu'une preuve que la diplomatie et le droit international sont la voie à ... Cette petite fille a le rythme dans la peau (et se fiche bien du regard des autres).

Elle souligne la nécessité de réformes sérieuses de l'Autorité palestinienne afin de garantir . juridiques et administratifs. . absolument illégal au regard du droit international, y compris des résolutions des . La création du fonds pour le statut.

25 mars 2017 . Il a entraîné l'expulsion des réfugiés palestiniens condamnés à . et Israël comme deux entités séparées au regard du droit international. . statut juridique et de privilèges auxquels n'a pas droit la population . juridique de l'apartheid, la Commission elle-même n'a pas l'autorité d'un tribunal international.

29 nov. 2012 . Quel statut pour Jérusalem ? . Mais au regard de ce que souffre le peuple palestinien depuis un siècle, . La communauté internationale est celle des beaux discours et des . L'ordre juridique palestinien était déjà pleinement structuré à . Le 21 janvier 2009, l'Autorité Palestinienne a fait enregistrer par le.

3 janv. 2015 . “Corps et âme”, un film qui va droit au cœur . En signant le statut de Rome, qui régit les règles de la Cour pénale internationale (CPI), Mahmoud Abbas . Mais la route est semée d'obstacles juridiques. . Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, menaçait depuis longtemps de signer le.

30 janv. 2013 . La résolution réaffirme « le droit du peuple palestinien à . et politique de l'Autorité palestinienne et de l'ensemble du peuple palestinien. . Voudront-elles venir à bout de l'impunité israélienne au regard du droit international ? . Le statut d'Etat observateur non-membre, par la résolution 67/19 des Nations.

30 déc. 2012 . La Palestine a obtenu hier le statut d'Etat observateur non membre de l'ONU. . La perspective d'un Etat palestinien n'a cessé de s'éloigner au regard du . Il s'agit là d'un succès personnel pour le président de l'Autorité palestinienne . capacité juridique formelle de créer un Etat en droit international par.

9 sept. 2012 . palestinien », 93 Revue générale de droit international public, 1989, pp. . Avis consultatif sur « les conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans . fait qu'un semblant d'effectivité à l'Autorité palestinienne. ... Les colonies de peuplement israéliennes en territoire palestinien occupé au regard de.

3 oct. 2015 . Accueil >> Droit international public>> La reconnaissance d'Etat ou de gouvernement . conséquences juridiques que l'ordre juridique international attache à cette situation . La question s'est posée pour certaines entités aux statuts très contestés .. L'Unesco reconnaît l'autorité palestinienne comme Etat.

28 déc. 2016 . Rechercher les textes du droit international pour établir les droits de chacun . à

examiner le statut légal des territoires au regard du droit international, au delà . en droit international, elles se contentent de clarifier la réalité juridique. . La Cour explique que l'Autorité palestinienne interprète mal les textes.

8 avr. 2011 . Le conflit israélo-palestinien est régulièrement au centre de . du jour à la suite de la procédure engagée par l'Autorité palestinienne le 22 . du Statut, qui vise le cas d'un « Etat qui n'est pas partie » au Statut. . Cette situation a-t-elle, au regard du droit international, des conséquences juridiques sur les.

La question du statut juridique des réfugiés palestiniens ne vivant pas dans la région . a. de faire en sorte que le droit international humanitaire soit respecté au . de l'Autorité palestinienne, des ONG locales et internationales et s'est rendu.

15 févr. 2010 . Chapitre 2 : L'application du droit international en Palestine . Le statut de la Cour Pénale Internationale, de 1998, en tire les conséquences . pour leur rappeler une situation juridique qui a pu leur échapper, et les inviter à . L'Union européenne a également signé un accord avec l'Autorité Palestinienne.

L'établissement d'une autorité intérimaire palestinienne sur deux régions : la . les plus épineux du conflit israélo-palestinien (les réfugiés, le statut de Jérusalem, . sur les conséquences, au regard du droit international, de l'édification du mur. . puissance occupante, s'acquitte de ses obligations juridiques telles qu'elles.

27 déc. 2014 . Israël, au contraire est légitimement en droit d'occuper ces terres. . amené à établir le statut légal des territoires au regard du droit international, . La Cour explique ensuite que l'Autorité palestinienne interprète mal les textes . arguments juridiques palestiniens pour soutenir que l'occupation de la Judée.

Reconnaissance internationale d'un Etat Palestinien déclaré de façon . Le droit international stipule quatre conditions à la reconnaissance d'un nouvel Etat. . L'Autorité Palestinienne reçoit le pouvoir civil total dans les zones « A » où sont situées . Les accords passés entre l'OLP et Israël ont donné à l'AP le statut d'entité.

seulement le DHI, mais aussi le droit international relatif aux droits de . Contexte et statut juridique ... L'Union est le premier donateur d'aide financière à l'Autorité palestinienne .. nécessaire de la justifier au regard du droit international.

3 avr. 2012 . Le statut juridique des prisonniers de guerre en droit international . sont les droits du prisonnier de guerre au regard du droit international humanitaire? ... d'Oslo, l'Autorité palestinienne devient une entité indépendante et.

. juridique qui a précédé la création de l'Etat d'Israël dans une partie du territoire de la Palestine qui se trouvait . Le statut juridique des territoires sous Mandat.

droit au refuge est l'une des plus anciennes caractéristiques . internationale a décidé d'exclure les Palestiniens . du concept juridique pur. Dans le .. bénéficié d'un statut international spécial sous l'autorité administrative des Nations unies.

13 janv. 2014 . «Guerre de la légitimité»: En dépit de l'autorité du droit international et . Au regard du droit international, comme le Rapporteur spécial l'a . juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé (A/ES-10/273 et Corr.1). .. il ne s'agit pas seulement d'une question de statut juridique, mais.

16 févr. 2005 . au regard du droit, elle permettrait également le partage des responsabilités . Le cadre juridique international représenté par l'ONU ne peut s'appliquer au conflit . Conflit israélo-palestinien, Droit international, Etat palestinien, ... commun accord entre Israël et l'Autorité palestinienne, l'État palestinien ».

le statut juridique du territoire palestinien, et rejeter plus précisément les Nations . occupation militaire israélienne car Israël exerce sur elle une autorité effective – ... commet et justifie en contradiction avec ses obligations au regard de la IVE.

19 déc. 2016 . Le statut juridique de Jérusalem : pour battre en brèche quelques mensonges . Et aussi bien Israël que l'Autorité palestinienne tentent de.

iii) La reconnaissance dans la pratique du droit des Palestiniens à l'autodétermination. ... Le droit international n'est pas un système vertical accordant à une autorité .. Selon le Centre de ressources juridiques et des droits de la personne de la ... Le principe de la libre détermination du statut politique est clairement.

statuts juridiques distincts, certains des enfants dépendant du statut du père et les . palestiniens placées sous le contrôle civil de l'Autorité palestinienne – pour . israéliennes illégales au regard du droit international, ainsi que des espaces.

23 févr. 2004 . Son arrêt sera consultatif mais les Palestiniens sont optimistes sur sa portée . juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé». . Mais son tracé est clairement illégal au regard du droit international. . Or, par son statut, la CIJ ne peut s'occuper que de «différends d'ordre juridique».

17 mai 2015 . sentinelle-droit-international.fr . Le Président palestinien assiste à cet hommage qui souligne la . au cœur même de la capacité juridique internationale du Saint-Siège. . que le Vatican traitait déjà l'Autorité palestinienne comme un Etat. . Par son statut sui generis d'Etat affecté d'une diminutio capitis,.

La communauté internationale et les activistes ne peuvent pas remplacer le . Lors du raid de Bethléem, « Israël et l'Autorité palestinienne sont ensemble » La.

22 sept. 2011 . Les frontières, les négociations, le statut de Jérusalem, le problème des réfugiés... . Mais le projet palestinien risque de n'avoir aucune valeur juridique. . l'ONU et de poursuivre Israël devant la Cour pénale internationale de la Haye. . Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, se fonde.

30 nov. 2012 . La résolution sur le nouveau statut de l'Autorité palestinienne a été adoptée hier .. Israël doit se conformer à ses obligations au regard du droit international. . moral et juridique » de reconnaissance du statut de la Palestine.

16 janv. 2015 . . pour initier une enquête au regard des critères posés par le Statut de Rome. . Il avait alors soigneusement examiné tous les arguments juridiques présentés et . Le statut d'« entité observatrice » dont jouissait alors l'Autorité . Étant donné que la Palestine ne pouvait alors pas devenir partie à ce traité,.

. furent signés avec la population palestinienne de ce territoire. . État de la région et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de . Toutefois, cette annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale. . par l'Autorité Palestinienne lors de négociations avec l'État d'Israël.

12 août 2017 . Le système discriminatoire pousse de nombreux Palestiniens à quitter leur ville . s'apparente à des transferts forcés, en violation grave du droit international. . en péril leur statut juridique, nourrit l'aliénation des résidents de la ville ». ... pour eux de la part de l'Autorité palestinienne, mais sans succès.

A. Les frontières de la Palestine du mandat[link]; B. Les frontières entre l'Etat arabe et . Le droit au retour[link]; La définition de Palestinien[link]; Problèmes de ... et la non-application du statut international de Jérusalem prévu par diverses ... l'O.L.P. est l'autorité gouvernementale de fait reconnue par les Palestiniens.

4 sept. 2005 . À l'abri des regards : . Dans plusieurs cas, les FDI ont causé la mort de Palestiniens en ... l'Autorité palestinienne aux termes du droit international coutumier, . juridique et militaire afin d'établir si les homicides ont été légaux ou illégaux. . prohibés par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

3 mars 2010 . En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut . mise en échec du droit à l'autodétermination du peuple palestinien n'aurait sans . d'Amérique dans les violations du

droit international par Israël, .. Certes, la constitution d'une « Autorité palestinienne » préfigure une .. considérations juridiques.

24 sept. 2012 . Ainsi, il y a près d'un an, le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud . mais irréaliste au regard des conditions d'obtention d'un tel statut. . n'a pas la capacité juridique formelle de créer un Etat en droit international par.

Ce conflit oppose en effet l'Etat d'Israël et la Palestine, en tant que « pays ». . L'État a tout de même une définition plus juridique donnée par le droit international . Son statut d'Etat est seulement décidé par l'ONU en 1948 en même temps que . compétence de la Cour pénale internationale par l'Autorité palestinienne par.

2 août 2011 . Le statut juridique des réfugiés palestiniens au regard du droit général des réfugiés . Monique Chemillier-Gendreau, Israël et le droit international . Leçons tirées de la crise politique de l'Autorité Palestinienne et de.

13 mars 2017 . le Territoire palestinien occupé; le plateau du Golan . En l'absence d'un accord international sur le statut de Jérusalem, la Suisse, . La Suisse considère que le droit international humanitaire, et plus . Elle ne reconnaît pas l'autorité d'Israël au-delà des frontières de 1967. .. Informations juridiques.

29 oct. 2015 . Par ailleurs, la Cour internationale de [3] ajoute que le droit international . tous les Etats peuvent être considérés comme ayant un intérêt juridique à ce . de la Palestine (OLP), agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de .. initier une enquête au regard des critères posés par le Statut de Rome.

20 oct. 2011 . Le droit international, à travers l'Assemblée générale et le Conseil de . statut d'observateur et la reconnaissance du droit des Palestiniens à . Dès lors, l'Autorité palestinienne (AP), en changeant de « paradigme »[2] de . Dans les tumultes juridiques du droit international, quelques précisions s'imposent.

Cet examen permettra de considérer et d'évaluer au regard du droit le bien fondé – ou non . I – Produits des colonies, que dit le droit international ? . réalité juridique de territoires occupés entraînant la non applicabilité du droit international .. Libération de la Palestine) agissant pour le compte de l'Autorité Palestinienne.

lancer un débat sur ce que nous avons appelé le « double droit » du peuple palestinien . saisine effective de l'ONU par l'Autorité palestinienne. Le double droit . qu'un peuple soit candidat à obtenir ce statut. Or le peuple palestinien . iNterNatioNAlE NéANMoINs. eNCore .. que, d'un point de vue juridique, le concept.

13 sept. 2013 . Le conflit Israélo-palestinien occupe sur la scène internationale une place centrale, .. Palestine (OLP), devrait aboutir à un « statut permanent » des . D'ailleurs, les Accords de paix israélo-palestiniens organisent le transfert à l'Autorité .. Déclaration ni sa base juridique n'énoncent explicitement le droit à.

I- Le droit international du réfugié palestinien : un droit d'assistance humanitaire, non de protection juridique. . . . 8 ... population des réfugiés palestiniens un statut juridique réduit au minimum : le .. un mandat immédiat au regard des réfugiés palestiniens : .. palestiniens perdirent la protection de leur autorité après le.

À cet égard, la définition donnée en 1936 par l'Institut de droit international n'a pas . Les divergences entre l'Autorité palestinienne et le Hamas n'affectent pas l'unité de la . juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé » : .. C'est ainsi que la Palestine s'est vue reconnaître le statut d'État par son.

L'Autorité palestinienne, par exemple, semble réagir négativement aux pratiques . existantes, modalité d'action considérée comme illégale par le droit international. . Le régime juridique sous lequel vit la population de Jérusalem constitue ainsi . Mais il existe au regard de l'autorité administrative israélienne une grande.

4 oct. 1995 . l'Autorité Palestinienne, est au cœur des enjeux de ces négociations. . Israël, en contravention avec le droit international (c'est-à-dire Jérusalem-est, incluant .. transforme et les rendent définitives au regard du droit international. . Statut juridique des implantations israéliennes en territoire palestinien.

29 sept. 2015 . De l'autre, la Palestine déclarée "Etat observateur" à l'ONU en 2012, . et prenant acte de sa faiblesse militaire, l'Autorité palestinienne opte à la fin des . En droit international, reconnaître un Etat revient à prendre acte de la . régimes juridiques des territoires selon les Accords d'Oslo, statut de Jérusalem.

6 avr. 2012 . Dissoudre l'Autorité palestinienne et donner le contrôle des affaires . ou un appel à l'Organisation des Nations unies pour obtenir un statut d'Etat membre. Il s'agit ... <http://lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr/droit-international/> ... en lançant une série d'initiatives juridiques qui, selon des critiques [sic],.

La reconnaissance de la compétence de la Cour pénale internationale (CPI) par l'Autorité palestinienne à la suite des bombardements de Gaza en janvier 2009 1, .. rôle de la reconnaissance dans les effets juridiques de l'existence de l'Etat .

Le statut juridique actuel des Palestiniens qui résident au Liban a été . traités internationaux qui régissent le droit des réfugiés, puisque les Palestiniens ne . Cette Haute-Autorité a pour but d'étudier la question palestinienne dans tous ... Au regard de ces chiffres, le nombre de permis de travail accordés est négligeable.

22 sept. 2011 . Des profits essentiellement diplomatiques et juridiques nous explique . Ceux-ci prévoyaient des négociations devant aboutir à un statut . En droit international, l'existence d'un Etat implique que l'entité . de l'Autorité palestinienne « Fin de l'occupation et création de l'Etat », mis en œuvre depuis 2009.

Sous-section I - La construction concrète de l'Etat en droit international: les éléments ... Si l'espace aérien relève de l'autorité de l'Etat sous jacent, l'espace . espions, du régime juridique de la télédétection, du statut des satellites géostationnaires. .. (1917), résolution 181 de l'ONU sur le Partage de la Palestine (1947).

26 déc. 2016 . Rechercher les textes du droit international pour établir les droits de chacun . à examiner le statut légal des territoires au regard du droit international, au delà . en droit international, elles se contentent de clarifier la réalité juridique. . La Cour explique que l'Autorité palestinienne interprète mal les textes.

. et l'Autorité palestinienne, dont le statut juridique ne lui permet pas de conclure des . Au regard du droit international, quel statut a une personne reconnue.

19 sept. 2016 . Concernant les négociations sur le statut final, les Palestiniens ne . d'implantations qu'il juge « illégale au regard du droit international .. Prétendre le contraire revient à faire sien le nauséux mensonge que l'Autorité palestinienne (AP) .. l'OLP ne dispose, en droit international, d'aucune base juridique.

Israël-Palestine, une histoire française (La Découverte, Paris, 2017). .. a éclaté en septembre 2000, a entraîné un affaiblissement sensible de l'Autorité palestinienne, la division . son immobilisme et son absence de proposition innovante fondée sur le droit international. .. Enjeux juridiques et politiques, L'Harmattan, coll.

15 janv. 2015 . La Cour pénale internationale, La Haye. . Contrairement à l'adhésion au Statut de Rome qui ne donne compétence à . si l'Autorité palestinienne était en droit de faire une telle déclaration, normalement . Israël était parfaitement au courant de ces débats juridiques. .. Littéralement « au premier regard ».

22 mai 2017 . Au regard du droit international quel statut peut-on reconnaître à ce . autorité exerçant un pouvoir exclusif sur l'ensemble dudit territoire. .. Pour mieux appréhender le statut juridique de l'actuel Etat palestinien il importe,.

8 août 2014 . l'Autorité Palestinienne, sert-elle les Palestiniens ??? . Cette plainte, élaborée par les meilleurs spécialistes du Droit International, avait reçu l'appui de 130 . complète recevabilité au regard des statuts de la Cour Pénale Internationale. . préalable de l'état palestinien à l'ONU est un mensonge juridique.

16 mars 2011 . La loi internationale protectrice de la notion d'Etat PalestinienII) Un Etat illusoire au regard du Droit constitutionnelA. Les critères juridiques non.

29 nov. 2012 . Mais au regard de ce que souffre le peuple palestinien depuis un . L'ordre juridique palestinien était déjà pleinement structuré à . Le 21 janvier 2009, l'Autorité Palestinienne a fait enregistrer par le . de droit international relevant du statut de la Cour, depuis juillet 2002, date d'entrée en vigueur du traité.

7 déc. 2012 . Le chef de l'Autorité palestinienne avait choisi de présenter cette demande . Accorder aux Palestiniens le statut d'Etat observateur non-membre ne . "C'est très important au regard du droit international. . les instances juridiques internationales de l'ONU, telle que la Cour pénale internationale (CPI).

Le statut juridique différencié des Palestiniens de Jérusalem par rapport aux Palestiniens qui relèvent de la juridiction de l'Autorité palestinienne et aux ... de Jérusalem, ainsi que le statut de la ville au regard du droit international. La.

4 janv. 2017 . La Palestine, Israël et le droit international Toutes les démarches contestant . alliées exercent une autorité légitime et absolue sur la Palestine au moment ... Compte tenu du statut juridique originel de la Palestine, c'est au.

5 déc. 2011 . L'actualité juridique internationale de ces derniers mois a été extrêmement riche . créant deux Etats, l'un juif, l'autre arabe, avec un statut international pour Jérusalem. . La reconnaissance de l'Etat en droit international . Or, depuis les Accords d'Oslo, l'Autorité palestinienne exerce des compétences qui.

18 mai 2015 . Elle est détentrice du Master de Droit International de l'Université . En effet, l'adhésion au Statut de Rome donne à la Cour compétence pour connaître des . L'Autorité Palestinienne indiqua la date du 13 juin 2014, jour suivant . à cette situation afin de produire une analyse juridique aussi objective et.

29 nov. 2012 . Le Royaume-Uni estimait en effet que le statut d'Etat non membre allait . Saisi par l'Autorité palestinienne en janvier 2009, après l'opération « Plomb . pas ratifié le traité créant la Cour et se défie de longue date du droit international. . L'option juridique a déjà été choisie par le passé par les Palestiniens.

Ils veulent une Palestine sous mandat international mais sans Foyer national juif. . les Palestiniens comme des acteurs politiques : ils ont désormais un statut de .. une partie de ses pouvoirs d'action vers l'Autorité nationale palestinienne (ANP), ... de la présence des colons en Cisjordanie au regard du droit international.

22 déc. 2011 . D'après les informations disponibles, la demande de la Palestine consistera à . qu'elle entretenait sur la manière dont elle concevait son propre statut juridique. . L'Autorité palestinienne qui était créée ne se voyait en effet conférer que des . En droit international, l'existence d'un Etat implique que l'entité.

droit au retour des réfugiés ? Quel statut pour Jérusalem ? C'est . regard de ce que souffre le peuple palestinien depuis un siècle, au . La communauté internationale est celle des beaux discours et des . L'ordre juridique palestinien était déjà pleinement structuré à .. Le 21 janvier 2009, l'Autorité Palestinienne a fait.

L'usage du mot « Palestine » tombe effectivement en désuétude à partir des ... le droit international tel qu'il est élaboré actuellement, ne saurait faire autorité de soi. . Or, l'ONU n'a jamais adopté de statut juridique pour Jérusalem et tous les . 31Au regard de cette situation particulièrement imprécise, Israël dispose-t-il.

25 nov. 2012 . En droit international, l'existence d'un Etat implique que l'entité . Ces trois critères juridiques font consensus, mais la manière de les interpréter fait débat. . (bien qu'il n'ait pas autorité sur les colons israéliens installés en Palestine). . Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est donc possible de dire.

Premièrement, l'Autorité Palestinienne n'est pas un État et dans ce sens, elle .. le droit international public donc, l'Autorité Palestinienne a comme territoires, une .. Ceci dit le disputés est aussi son statut juridique officiel, mais ceci est un.

Les différents textes juridiques laissent peu de place à des interprétations divergentes. . Au regard du droit international, en ce qui concerne Jérusalem, il n'existe pas deux légitimités . comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie . Soirée de soutien aux réfugiés palestiniens du Liban.

4 mai 2017 . La naissance du différend israélo-palestinien remonte à 1917 lorsque la .. tandis que Jérusalem-Est qui inclut la Vieille ville relève de l'autorité jordanienne. . regard du droit international positif puisqu'il méconnaît son statut de cité .. la résolution 181 qui constitue le fondement juridique de la création de.

4 mars 2014 . Véritable succès diplomatique pour l'autorité palestinienne, ces événements marquent un tournant vers la reconnaissance internationale de l'État palestinien. . historique et juridique de la revendication étatique palestinienne de sa . la question palestinienne s'internationalise sous le regard inquiet des.

de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses . interlocuteurs: représentants de l'Autorité palestinienne et des organisations ... de suivre la Ligne verte, est illégale au regard du droit international.

juridique qui entoure la définition du statut du réfugié palestinien, . manière le droit international des droits de l'Homme interagit avec les .. partie d'entre eux qui pourraient pourtant prétendre au statut de réfugié au regard du droit .. dans le cadre de la Ligue arabe, traite l'Autorité palestinienne en représentant d'un.

18 août 2017 . Ainsi près de 15 000 Palestiniens ont perdu leur statut de résident permanent . leur statut juridique, renforce la marginalisation des habitants de la ville” .. Juifs à Jérusalem-Est, un crime de guerre selon le droit international, tout en ... Kawamleh a cherché à obtenir pour eux, de l'Autorité Palestinienne,.

30 nov. 2004 . Autorité palestinienne : les chasse-trappes d'une élection . aujourd'hui, ne bénéficie plus d'aucun statut juridique international explicite. . Bien qu'en effet toujours « puissante occupante » au regard du droit, Israël a été.

La Cisjordanie (à laquelle Israël fait référence en tant que Judée-Samarie) est un territoire . En 1988, l'OLP déclare la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à . fait l'objet de négociations infructueuses entre l'Autorité palestinienne et Israël. . et le régime qui lui est associé, sont contraires au droit international ».

Elle a voté en faveur du statut d'État observateur non-membre de la Palestine aux Nations . La colonisation est illégale au regard du droit international (notamment au . juridiques et de réputation liés à la poursuite d'activités dans les colonies. . La France apporte son soutien à l'Autorité palestinienne et à Mahmoud.

